

No. 29176

**FRANCE
and
ECUADOR**

Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income (with protocol). Signed at Quito on 16 March 1989

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by France on 22 October 1992.

**FRANCE
et
ÉQUATEUR**

Convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (avec protocole). Signé à Quito le 16 mars 1989

Textes authentiques : français et espagnol.

Enregistrée par la France le 22 octobre 1992.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ÉQUATORIENNE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU

Le Gouvernement de la République française et
Le Gouvernement de la République équatorienne,
Désireux de conclure une convention en vue d'éviter la double imposition et de
prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. PERSONNES CONCERNÉES

La présente Convention s'applique aux personnes résidentes de France ou domiciliées en Equateur.

Article 2. IMPÔTS CONCERNÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu dus aux Etats contractants, à leurs subdivisions politiques ou administratives, ou à leurs collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments de celui-ci, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens meubles ou immeubles, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique concrètement la Convention sont :

a) En ce qui concerne la France :

- (i) L'impôt sur le revenu dû tant par les personnes physiques que par les personnes morales qui y sont assujetties;
- (ii) L'impôt sur les sociétés; y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur les impôts visés ci-dessus;

b) En ce qui concerne l'Equateur : l'impôt sur le revenu, y compris les impôts additionnels institués par la « Ley de Impuesto a la Renta ».

4. Cette Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue, qui seraient établis après la date de sa signature et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se notifient régulièrement les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3. DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Au sens de la présente Convention, il est entendu, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, que :

¹ Entrée en vigueur le 25 mars 1992 par l'échange des instruments d'approbation, qui a eu lieu à Paris, conformément au paragraphe 2 de l'article 28.

a) Les termes « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, la France ou l'Equateur, selon le contexte;

b) Le terme « personne » désigne les personnes physiques et morales ou tout groupement de celles-ci;

c) Le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

d) Les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par une personne domiciliée dans un Etat contractant et une entreprise exploitée par une personne résidente de l'autre Etat contractant, ou inversement;

e) L'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;

f) Le terme « national » désigne toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant;

g) L'expression « autorité compétente » désigne :

- (i) Dans le cas de la République française, le Ministre chargé du budget ou son représentant autorisé;
- (ii) Dans le cas de l'Equateur, le Ministère des Finances et du Crédit Public.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat contractant concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4. DOMICILE OU RÉSIDENCE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat contractant, y est assujettie à l'impôt, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat contractant.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est domiciliée et résidente des deux Etats contractants, sa situation est réglée selon les règles suivantes :

a) Cette personne est considérée comme domiciliée dans ou résidente de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats contractants, elle est considérée comme domiciliée ou résidente de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) Si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme domiciliée ou résidente de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;

c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme domiciliée dans ou résidente de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est domiciliée et résidente des deux Etats contractants, elle est considérée comme domiciliée dans ou résidente de l'Etat contractant où son siège de direction effective est situé.

Article 5. ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne toute installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

a) Un siège de direction,

b) Une succursale,

c) Un bureau,

d) Une usine,

e) Un atelier,

f) Une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles et

g) Un chantier de construction ou de montage uniquement si sa durée dépasse douze mois.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère que l'expression « établissement stable » ne recouvre pas :

a) L'usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;

b) L'entreposage de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;

c) L'entreposage de biens ou de marchandises appartenant à l'entreprise aux seules fins de transformation par une autre entreprise;

d) L'utilisation d'un emplacement fixe d'affaires aux seules fins d'acheter des biens ou des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) L'utilisation d'un emplacement fixe d'affaires aux seules fins d'exercer, pour le compte de l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;

f) L'utilisation d'un emplacement fixe d'affaires aux seules fins de l'exercice simultané d'activités mentionnées aux alinéas précédents, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 5 — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant

de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat contractant pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 3 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'une commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société domiciliée ou résidente d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est domiciliée dans ou résidente de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant de biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7. BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat contractant, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat contractant mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire

d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat contractant où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imposables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des biens ou des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8. NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé, sous réserve de réciprocité internationale.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant où l'exploitant du navire est domicilié ou dont il est résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

4. Les bénéfices obtenus, par une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant, de l'exploitation et de l'utilisation de conteneurs qu'elle possède dans le cadre du transport international de biens et de marchandises, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où cette personne a son domicile ou sa résidence.

Article 9. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Lorsque

a) Une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles dont seraient convenues des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions sont inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10. DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant à une personne domiciliée dans ou résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat selon sa législation.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant où la société qui paie les dividendes est domiciliée ou dont elle est résidente, et selon la législation de cet Etat contractant, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut de ces dividendes :

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres droits, à l'exception des créances, qui permettent une participation aux bénéfices, ainsi que les revenus d'autres participations soumis au même régime fiscal que les revenus des actions par la législation fiscale de l'Etat où la société distributrice est domiciliée ou dont elle est résidente.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant où la société qui paie les dividendes est domiciliée ou dont elle est résidente, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut exiger aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à une personne domiciliée dans ou résidente de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe située dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 5, lorsqu'une société domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant exerce dans l'autre Etat contractant une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable

qui y est situé, les bénéficiaires de cet établissement stable peuvent, après avoir supporté l'impôt sur les sociétés, être assujettis, conformément à la législation de cet autre Etat contractant, à un impôt dont le taux ne peut excéder 15 pour cent.

Article 11. INTÉRÊTS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à une personne domiciliée dans ou résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 10 % de l'intérêt brut, si celui-ci trouve son origine dans le financement de ventes d'équipements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou dans un prêt de nature quelconque consenti par une banque, ou dans le financement de travaux publics;

b) 15 % de l'intérêt brut dans les autres cas.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un des Etats contractants sont exonérés dans cet Etat si :

a) Le débiteur de ces intérêts est le gouvernement de cet Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales; ou

b) Les intérêts sont payés au gouvernement de cet Etat contractant, ou à l'une de ses collectivités locales, ou à une institution ou organisme (y compris les institutions financières) appartenant en totalité à cet Etat contractant ou à l'une de ses collectivités locales; ou

c) L'emprunt correspondant a été contracté dans le cadre de la coopération intergouvernementale pour financer un programme de développement économique et social, avec l'accord préalable du gouvernement de l'Etat où l'emprunteur est domicilié, ou dont il est résident.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif de ces intérêts, domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une de ses subdivisions politiques ou administratives, une collectivité locale, ou une personne domiciliée dans ou résidente de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établisse-

ment stable ou une base fixe pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif des intérêts ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements est imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12. REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à une personne domiciliée dans ou résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat contractant, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, de films cinématographiques et de tous autres enregistrements des sons ou des images, d'un brevet, d'une marque de fabrication ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14 suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat contractant lui-même, une de ses subdivisions politiques, une personne morale de droit public ou une personne domiciliée dans ou résidente de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances et qui supporte la charge de ces redevances, lesdites redevances sont réputées provenir de l'Etat contractant où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes,

le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements est imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13. GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où les biens immobiliers sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts dans une société ou une personne morale dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits portant sur ces biens sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés, lorsque, selon la législation de cet Etat contractant, ces gains sont soumis au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les immeubles affectés par cette société ou cette personne morale à sa propre exploitation industrielle, commerciale, agricole ou à l'exercice d'une profession non commerciale.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat contractant.

4. Les gains réalisés par une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant lors de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le cédant est domicilié ou dont il est résident.

Article 14. PROFESSIONS INDÉPENDANTES

1. Les revenus qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant tire d'une profession indépendante ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat contractant, à moins que cette personne ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités, et n'y séjourne pendant une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours au cours de l'année fiscale. En ce cas, les revenus sont imposables dans l'autre Etat contractant mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression « profession indépendante » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédago-

gique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. PROFESSIONS DÉPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat contractant, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat contractant.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat contractant si :

a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur domicilié dans ou qui n'est pas un résident de l'autre Etat contractant, et

c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat contractant.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues par une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant, au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, ou d'un aéronef, exploité en trafic international ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

Article 16. ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant reçoit en qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est domiciliée dans ou résidente de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat contractant.

Article 17. ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat contractant.

2. Lorsque les revenus tirés d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas quand la visite des artistes ou sportifs professionnels dans un Etat contractant est financée pour

une part importante par des institutions publiques de l'autre Etat contractant, ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives, ou l'une de ses collectivités locales.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité dans un Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans l'autre Etat contractant lorsque cette autre personne est financée pour une part importante par des fonds publics de cet autre Etat contractant, ou une de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales.

Article 18. PENSIONS

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

Article 19. FONCTIONS PUBLIQUES

1. Les rémunérations autres que les pensions payées par le gouvernement d'un Etat contractant ou par une entité du secteur public de cet Etat à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette entité, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les pensions payées par le gouvernement d'un Etat contractant, ou par une entité du secteur public de cet Etat, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat contractant ou à cette entité, ne sont imposables que dans cet Etat.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par le gouvernement d'un Etat contractant ou par une entité du secteur public de cet Etat.

Article 20. ETUDIANTS

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était domicilié dans ou résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre, à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans ce dernier Etat contractant, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat contractant.

2. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les rémunérations qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était domicilié dans ou résident d'un Etat contractant immédiatement avant de se rendre dans l'autre, et qui y séjourne à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit au titre de services rendus dans le second Etat contractant, ne sont pas imposables dans le second Etat contractant à condition que ces services soient en rapport avec ses études ou sa formation ou que la rémunération de ces services soit nécessaire pour compléter les ressources dont il dispose pour son entretien.

Article 21. PROFESSEURS ET CHERCHEURS

1. Quand un professeur ou un chercheur, domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, se rend dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches, et reçoit des rémunérations pour ces activités, ces rémunérations ne sont pas imposables pour une période n'excédant pas deux ans.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 22. AUTRES REVENUS

1. Quelle que soit leur origine, les revenus d'une personne domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat contractant.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, domicilié dans ou résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le fait générateur de ces revenus s'y rattache définitivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 23. ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

La double imposition est évitée de la manière suivante :

1. En ce qui concerne la France :

Quand une personne résidente de France perçoit un revenu qui, d'après les dispositions de la présente Convention, peut être imposé dans les deux Etats contractants, la France accorde à cette personne, à titre d'imputation sur son impôt, une somme égale à l'impôt payé en Equateur. Toutefois, cette imputation ne peut excéder la part de l'impôt français, calculé avant d'opérer l'imputation, correspondant au revenu imposé en Equateur.

2. En ce qui concerne l'Equateur :

Quand une personne domiciliée en Equateur perçoit un revenu qui, d'après les dispositions de la présente Convention, peut être imposé dans les deux Etats contractants, l'Equateur accorde à cette personne, à titre d'imputation sur l'impôt sur le revenu, une somme égale à l'impôt payé en France. Toutefois, cette imputation ne peut excéder la part de l'impôt équatorien sur le revenu et de ses impositions additionnelles, calculé avant d'opérer l'imputation, correspondant au revenu imposé en France.

Article 24. NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat contrac-

tant qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant ne peut être, dans cet autre Etat, moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. Cette disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux personnes domiciliées dans ou résidentes de l'autre Etat contractant des déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt qu'il accorde à ses propres domiciliés ou résidents en fonction de leur état civil ou de leurs charges de famille.

3. A moins que les dispositions de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres charges payés par une entreprise d'un Etat contractant à une personne domiciliée dans ou résidente de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à une personne domiciliée dans ou résidente du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par une ou plusieurs personnes domiciliées dans ou résidentes de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourraient être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat contractant.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25. PROCÉDURE AMIABLE

1. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou les incertitudes provenant de l'interprétation ou de l'application de la Convention.

2. Les autorités compétentes des Etats contractants déterminent d'un commun accord les modalités d'application de la Convention, et notamment les formalités que devront accomplir les personnes domiciliées dans ou résidentes d'un Etat contractant pour obtenir, dans l'autre Etat contractant, les réductions ou les exonérations d'impôt prévues par la Convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants, ou les commissions qu'elles désignent, peuvent entrer directement en contact afin de parvenir à des accords, conformément aux autres paragraphes de cet article; au moyen de consultations, les autorités compétentes déterminent les conditions, les méthodes et les techniques appropriées à la mise en œuvre de la procédure amiable.

4. Si une réclamation d'une personne domiciliée dans ou résidente d'un des Etats contractants, ou d'un national s'il s'agit de l'article 24, est considérée comme fondée par l'autorité compétente, celle-ci s'efforce de résoudre le cas avec le concours de l'autre autorité compétente, au moyen de procédures amiables, en vue d'éviter une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention.

Article 26. ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat contractant et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernés par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent en faire état au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;

b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celle de l'autre Etat contractant;

c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 27. FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des postes diplomatiques et consulaires, en vertu, soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 28. ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention sera approuvée, et les instruments d'approbation seront échangés le plus tôt possible.

2. Une fois échangés les instruments d'approbation, cette Convention entrera en vigueur dans les deux Etats contractants, et ses dispositions s'appliqueront aux revenus perçus à compter du premier jour du mois de janvier suivant.

Article 29. DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

Toutefois, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer, moyennant une notification écrite préalable adressée par la voie diplomatique à l'autre Etat contractant. En ce cas, la Convention cessera de produire ses effets sur les revenus perçus à compter du premier jour du mois de janvier suivant la notification de dénonciation.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Quito, le 16 mars 1989, en double exemplaire en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République équatorienne :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Jean Michel Dasque — Signed by Jean Michel Dasque.

² Signé par Diego Cordovez — Signed by Diego Cordovez.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République équatorienne, tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1) En ce qui concerne l'article 6, lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés en France et détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de leur utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme, sont imposables en France.

2) a) En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 de l'article 7, quand une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices imposables ne sont pas calculés d'après le montant total perçu par l'entreprise dans l'exercice de son activité, mais sur le montant de son bénéfice net.

b) Dans le cas de contrats d'étude, de fourniture, de matériaux ou autres biens, d'installations ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, par l'établissement stable qu'une entreprise domiciliée dans ou résidente d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, le bénéfice imposable de cet établissement n'est pas déterminé d'après le montant total du contrat, mais seulement d'après le montant correspondant à des tâches réalisées par l'établissement.

c) En ce qui concerne les revenus perçus pour l'usage d'équipements industriels, commerciaux ou scientifiques donnés en location, ils sont imposés conformément aux règles générales qui s'appliquent aux bénéfices des entreprises.

3) En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 8, l'expression « réciprocité internationale » s'entend de manière globale, pour le trafic maritime et aérien considérés ensemble.

4) En ce qui concerne l'article 10, une personne domiciliée en Equateur qui reçoit des dividendes d'une société résidente de France a droit au remboursement du précompte lorsque celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes.

5) En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 12, les rémunérations payées pour des membres de professions indépendantes pour des services techniques, ou pour des analyses ou des études de nature scientifique, géologique ou technique, ou pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou d'inspection, ne sont pas considérées comme des redevances payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

6) Nonobstant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 13, les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident de France sont imposables en France, selon les dispositions de l'article 160 du Code Général des Impôts. On considère qu'il existe une participation substantielle lorsque le cédant, seul ou avec des personnes apparentées au sens du même article, dispose directement ou indirectement d'actions ou de parts dont l'ensemble ouvre droit à 25 pour cent ou plus des bénéfices de la société.

7) . En ce qui concerne l'article 24

a) Malgré les conditions du paragraphe 1 de cet article, la France continuera d'accorder l'exonération de l'impôt sur les plus-values pour la cession d'une résidence par une personne domiciliée en Equateur, seulement quand cette personne est de nationalité française, conformément aux dispositions de l'article 150 C du Code Général des Impôts français.

b) Sans préjudice des dispositions du paragraphe 3, la France se réserve le droit de mettre en œuvre celles de l'article 212 du Code Général des Impôts français, en ce qui concerne les intérêts payés par une société française à une société mère étrangère.

8) Les règles de l'article 25 ne sauraient contraindre un Etat contractant à rembourser, en tout ou en partie, directement ou par imputation, un impôt pour lequel le délai de réclamation est expiré.

9) En ce qui concerne l'article 29, il est entendu que les dispositions de la Convention relatives à l'élimination de la double imposition, à la procédure amiable et à l'assistance administrative continueront de s'appliquer durant l'année civile suivant celle de la dénonciation.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, souscrivent à ce protocole.

FAIT à Quito, le 16 mars 1989 en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[Signé — Signed]¹

Pour le Gouvernement
de la République équatorienne :

[Signé — Signed]²

[TRADUCTION — TRANSLATION]

*Note explicative*³

Avant l'entrée en vigueur de la présente Convention et aux fins des bénéfices provenant de la « réciprocité internationale », les autorités compétentes des Etats contractants déclarent qu'il existe une relation équitable dans l'ensemble, préalable à l'entrée en vigueur du paragraphe 1 de l'article 8.

¹ Signé par Jean Michel Dasque — Signed by Jean Michel Dasque.

² Signé par Diego Cordovez — Signed by Diego Cordovez.

³ Cette note explicative existe seulement dans le texte authentique espagnol.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE FRANCIA Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR PARA EVITAR LA DOBLE IMPOSICIÓN Y PREVENIR LA EVASIÓN FISCAL EN MATERIA DE IMPUESTOS SOBRE LA RENTA

ARTICULO PRIMERO

PERSONAS COMPRENDIDAS

El presente Convenio se aplica a las personas domiciliadas en el Ecuador o residentes de Francia.

ARTICULO SEGUNDO

IMPUESTOS COMPRENDIDOS

1. El presente Convenio se aplica a los impuestos sobre la renta exigible por cada uno de los Estados Contratantes, de sus subdivisiones políticas o administrativas o de sus entidades locales, cualquiera que sea el sistema de su percepción.
2. Se consideran impuestos sobre la renta los que gravan la totalidad de la renta o cualquier parte de la misma, incluidos los impuestos sobre las ganancias derivadas de la enajenación de bienes muebles o inmuebles así como los impuestos sobre las plusvalías.
3. Los impuestos actuales a los que concretamente se aplica el presente convenio son:
 - a) en lo que respecta a Francia
 - i) El impuesto a la renta, tanto de las personas naturales como de las jurídicas sujetas a tal impuesto
 - ii) El impuesto a las sociedades

Inclusive todas las retenciones en la fuente, todas las deducciones y anticipos descontados sobre los impuestos contemplados mas arriba:

b) En lo que respecta a Ecuador

El impuesto sobre la renta, inclusive los impuestos adicionales establecidos en la Ley de Impuesto a la Renta.

4. Este Convenio se aplicara asi mismo a los impuestos de naturaleza identica o analoga que se establezcan con posterioridad a la fecha de la firma del mismo y que se añadan o sustituyan a los impuestos actuales. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes se notificaran regularmente las modificaciones que se introduzcan en sus respectivas legislaciones tributarias fiscales.

ARTICULO TERCERO

DEFINICIONES GENERALES

- 1.-. A los efectos de aplicacion del presente Convenio, a menos que el contexto exigiera una interpretacion diferente, se entendera que:
- a) Los terminos "un Estado Contratante" y "el otro Estado Contratante", significan Ecuador y Francia, según corresponda.
 - b) El termino "persona" comprende a las personas naturales o juridicas o cualquier agrupación de éstas.
 - c) El termino "sociedad" significa cualquier persona juridica o cualquier entidad que se considere persona juridica a efectos impositivos.
 - d) Los términos "empresa de un Estado Contratante" y "empresa del otro Estado Contratante" significan, respectivamente, una empresa explotada por una persona domiciliada en un Estado Contratante y una empresa explotada por un residente del otro Estado Contratante o viceversa.

- e) El término "tráfico internacional" significa todo transporte efectuado por un buque o una aeronave explotada por una empresa cuya sede de dirección efectiva está ubicada en un Estado Contratante, salvo cuando el buque o la aeronave se explote únicamente entre puntos ubicados en el otro Estado Contratante.
- f) El término "nacional" significa:
- Toda persona natural que posea la nacionalidad de un Estado Contratante.
- g) El término "autoridad competente" significa
- 1.- En el caso de Ecuador, el Ministerio de Finanzas y Crédito Público.
 - 2.- En el caso de Francia, al Ministro a cargo del Presupuesto o su representante autorizado.
- 2.- Para la aplicación del presente Convenio por parte de un Estado Contratante, cualquier expresión no definida de otra manera, tendrá a menos que el contexto exija una interpretación diferente, el significado que se le atribuya por la Legislación de ese Estado Contratante relativa a los impuestos que son objeto del presente Convenio.

ARTICULO CUARTO

DOMICILIO O RESIDENCIA

- 1.- A los efectos del presente Convenio se considera "una persona domiciliada en un Estado Contratante" o "residente de este Estado" a toda persona que en virtud de la Legislación de ese Estado esta sujeta a imposición en el por razón de su domicilio, residencia, sede de dirección o cualquier otro criterio de naturaleza análoga. Sin embargo, esta expresión no incluye a las personas que no están sujetas al impuesto en ese Estado sino únicamente por las rentas de fuentes situadas en dicho Estado Contratante.

- 2.- Cuando en virtud de lo expuesto en el párrafo 1. una persona natural que se encuentre domiciliada y resida en ambos Estados Contratantes, el caso se resolverá de acuerdo con las siguientes reglas:
- a) Esta persona será considerada domiciliada o residente del Estado Contratante en donde tenga una vivienda permanente; si dispone de una vivienda permanente en ambos Estados Contratantes, se considerará domiciliada o residente del Estado Contratante con el que mantenga relaciones personales y económicas más estrechas (centro de intereses vitales).
 - b) Si no pudiera determinarse el Estado Contratante en el cual dicha persona tiene su centro de intereses vitales o si no tiene vivienda permanente en ninguno de esos Estados, se considerará que está domiciliada o residente en el Estado Contratante donde reside de manera habitual.
 - c) Si tiene su residencia habitual en ambos Estados o no la tiene en ninguno de ellos, se considerará que está domiciliada o residente en el Estado Contratante cuya nacionalidad posea.
 - d) Si posee la nacionalidad de ambos Estados Contratantes o no posee de ninguno de ellos, las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes decidirán la cuestión de común acuerdo.
- 3.- Cuando, en virtud de lo dispuesto en el numeral 1, una persona que no sea persona natural, esté domiciliada y resida en ambos Estados Contratantes, se considerará domiciliada o residente en el Estado donde se encuentre su sede de dirección efectiva.

ARTICULO QUINTO

ESTABLECIMIENTO PERMANENTE

- 1 - A los efectos del presente Convenio, por establecimiento permanente, se entiende cualquier lugar fijo de negocios por cuyo

intermedio una empresa ejerce la totalidad o parte de su actividad.

2.- La expresion "establecimiento permanente" comprende especialmente:

- a) una sede de direccion,
- b) una sucursal,
- c) una oficina,
- d) una fábrica,
- e) un taller,
- f) una mina, un pozo de petroleo o de gas, una cantera o cualquier otro lugar de extraccion de recursos naturales, y
- g) una obra de construccion o de montaje, unicamente cuando su duracion exceda de doce meses.

3.- No obstante las disposiciones anteriores del presente articulo, se entenderá que la expresion "establecimiento permanente" no comprende:

- a) el uso de instalaciones a efectos exclusivos de almacenamiento, exhibicion o entrega de mercaderias pertenecientes a la empresa;
- b) el mantenimiento de un deposito de bienes o mercancías pertenecientes a la empresa a efectos exclusivos de almacenarlas, exhibirlas o entregarlas;
- c) el mantenimiento de un deposito de bienes o mercancías pertenecientes a la empresa con fines exclusivos a su procesamiento por parte de otra empresa.
- d) el mantenimiento de un local fijo de negocios con el fin exclusivo de comprar bienes o mercancías o la de obtener informacion para la empresa;

- e) el mantenimiento de un local fijo de negocios con el fin exclusivo de realizar, por cuenta de la empresa, cualquier otra actividad de carácter preparatorio o auxiliar;
 - f) el mantenimiento de un local fijo de negocios a efectos exclusivos del ejercicio acumulado de actividades que se mencionan en los literales anteriores, siempre y cuando que el conjunto de actividades de la instalación fija de negocios resultante de dicho cúmulo mantenga un carácter preparatorio o auxiliar.
- 4.- No obstante las disposiciones de los numerales 1 y 2, cuando una persona que no sea un agente que goza de un estatuto independiente al cual se aplica el numeral 5 actúa por cuenta de una empresa y dispone en un Estado de poderes que allí ejerce habitualmente permitiéndole celebrar contratos en nombre de la empresa, se considera que tal empresa tiene un establecimiento permanente en dicho Estado para todas las actividades que dicha persona ejerce para la empresa, a menos que las actividades de esa persona se limiten a aquellas que se mencionan en el numeral tres y que, de ejercerse a través de una instalación fija de negocios, no permitirían considerar a dicha instalación como un establecimiento permanente según las disposiciones de este numeral.
- 5.- No se considera que una empresa tenga un establecimiento permanente en un Estado Contratante por el solo hecho de que esta ejerza ahí su actividad por medio de un corredor, de un comisionista general o de cualquier otro agente que goce de un estatuto independiente, a condición de que dichas personas actúen en el marco ordinario de su actividad.
- 6.- El hecho de que una sociedad con domicilio o residencia en un Estado Contratante controle o sea controlada por una sociedad con domicilio o residencia en el otro Estado Contratante o que ejerza ahí su actividad (sea por medio de un establecimiento permanente o de otro modo) no convierte por sí solo a cualquiera de estas sociedades en establecimiento permanente de la otra.

ARTICULO SEXTO**RENTAS INMOBILIARIAS**

- 1.- Las rentas que un domiciliado o residente de un Estado Contratante obtiene de bienes inmuebles (inclusive las rentas de explotaciones agrícolas o forestales) ubicados en el otro Estado Contratante, estarán sujetas a imposición en ese otro Estado.
- 2.- La expresión "bienes inmuebles" tendrá el sentido que le atribuye la Legislación del Estado Contratante en donde los bienes estén ubicados. La expresión comprende en todo caso los accesorios, el ganado y el equipo utilizado en las explotaciones agrícolas y forestales, los derechos a los que se apliquen las disposiciones de derecho privado relativas a los bienes raíces, el usufructo de bienes inmuebles y los derechos a percibir cánones variables o fijos por la explotación o la concesión de yacimientos minerales, fuentes y otros recursos naturales; los buques y aeronaves no se consideran como bienes inmuebles.
- 3.- Las disposiciones del numeral 1 se aplican a las rentas provenientes de la explotación directa y del arrendamiento así como de cualquier otra forma de explotación de bienes inmuebles.
- 4.- Las disposiciones de los numerales 1 y 3 se aplican asimismo a las rentas provenientes de los bienes inmuebles de una empresa así como a las rentas de los bienes inmuebles que sirven para el ejercicio de una profesión independiente.

ARTICULO SEPTIMO**BENEFICIOS EMPRESARIALES**

- 1.- Los beneficios de una empresa de un Estado Contratante solo son imponibles en ese Estado, a menos que la empresa ejerza su actividad en el otro Estado Contratante por medio de un establecimiento permanente allí ubicado. Si la empresa ejerce su actividad de ese modo, los beneficios de la empresa son imponibles en el otro Estado Contratante pero únicamente en la me-

dida en que sean imputables a dicho establecimiento permanente.

- 2.- Con la salvedad de las disposiciones del numeral 3, cuando una empresa de un Estado Contratante ejerce su actividad en el otro Estado Contratante a través de un establecimiento permanente allí ubicado, se imputan, en cada Estado, a dicho establecimiento los beneficios que habría podido obtener si hubiera constituido una empresa distinta y separada que ejerciera actividades idénticas o análogas en condiciones idénticas o análogas y tratase en total independencia con la empresa de la cual constituye un establecimiento permanente.
- 3.- Para determinar los beneficios de un establecimiento permanente, se admitirá la deducción de los gastos expuestos para los fines perseguidos por dicho establecimiento permanente, inclusive los gastos de dirección y los gastos generales de administración así expuestos, sea en el Estado en donde está ubicado dicho establecimiento permanente, o bien en algún otro lugar.
- 4 - Si es usual, en un Estado Contratante determinar los beneficios imputables a un establecimiento permanente sobre la base de un reparto de las utilidades totales de la empresa entre sus diversas partes, ninguna disposición del numeral 2 se opone a que dicho Estado Contratante determine los beneficios imputables según el reparto habitual; el método de reparto adoptado tiene sin embargo que ser de tal manera que el resultado obtenido este conforme a los principios que constan en el presente artículo.
- 5.- Ningun beneficio será atribuido a un establecimiento permanente por el solo hecho de que este compre bienes o mercancías para la empresa.
- 6.- A efectos de los numerales anteriores, los beneficios a imputarse al establecimiento permanente se calcularán cada año según el mismo método, a menos que existieran motivos suficientes para proceder de alguna otra manera.

- 7.- Cuando los beneficios comprendan rentas reguladas por separado en otros artículos del presente Convenio, las disposiciones de aquellos artículos no quedarán afectadas por las disposiciones del presente artículo.

ARTICULO OCTAVO

NAVEGACION MARITIMA Y AEREA

- 1.- Los beneficios provenientes de la explotación, en tráfico internacional, de buques o aeronaves solo son imponibles en el Estado Contratante en el cual está ubicada la sede de dirección efectiva de la empresa, siempre y cuando exista reciprocidad internacional.
- 2.- Si la sede de dirección efectiva de una empresa de navegación marítima se encuentra a bordo de un buque, se considera que tal sede está ubicada en el Estado Contratante en el que se encuentra el puerto de matrícula de dicho buque, o a falta de puerto de matrícula, en el Estado Contratante en el que la persona que explote el buque sea domiciliada o residente.
- 3.- Las disposiciones del numeral 1 se aplican también a los beneficios provenientes de la participación en un grupo, una explotación en común o un organismo internacional de explotación.
- 4.- Las utilidades obtenidas por una persona domiciliada o residente en un Estado Contratante en la explotación y uso de los contenedores de su propiedad para el transporte internacional de bienes o mercaderías, solo son imponibles en el Estado Contratante en el cual dicha persona tiene su domicilio o residencia.

ARTICULO NOVENO

EMPRESAS ASOCIADAS

Cuando

- a) Una empresa de un Estado Contratante participa directa o indirectamente en la administración, control o capital de una empresa del otro Estado, o

Cuando

- b) Las mismas personas participan directa o indirectamente en la administración, control o capital de una empresa de un Estado Contratante y de una empresa del otro Estado Contratante, y, en uno y otro caso, ambas empresas están en sus relaciones comerciales o financieras, vinculadas por condiciones acordadas o impuestas, que difieren de aquellas que se acordarían entre empresas independientes, los beneficios que, sin dichas condiciones hubieran sido obtenidos por una de las empresas pero no lo han sido en realidad por causa de tales condiciones, se incluirán en los beneficios de dicha empresa y serán gravados en consecuencia.

ARTICULO DECIMO

DIVIDENDOS

- 1.- Los dividendos pagados por una sociedad domiciliada o residente de un Estado Contratante a un domiciliado o residente del otro Estado Contratante son imponibles en este otro Estado de acuerdo con su legislación interna.
- 2.- Sin embargo, estos dividendos pueden también someterse a imposición en el Estado Contratante en que la sociedad que pague los dividendos esté domiciliada o residente según la legislación de este Estado. Si el receptor de estos dividendos es el beneficiario efectivo, el impuesto que deba satisfacer no podrá exceder al 15 por 100 del importe bruto de los dividendos.

Este numeral no afectará a la imposición de la sociedad respecto de los beneficios con cargo a los que se paguen los dividendos.
- 3.- El término "dividendo" empleado en el presente artículo significa los rendimientos de las acciones o bonos de disfrute, de las partes de minas, de fundador u otros derechos, excepto los de crédito, que permitan participar en los beneficios, así como las rentas de otras participaciones sociales sujetas al mismo régimen fiscal que los rendimientos de las acciones por

la Legislación fiscal del Estado en que este domiciliada o resida la sociedad que las distribuya.

- 4.- Las disposiciones de los numerales 1 y 2 no se aplicarán si el beneficiario efectivo de los dividendos, domiciliado o residente en el Estado Contratante, ejerce en el otro Estado Contratante, del que es domiciliado o residente la sociedad que paga los dividendos, una actividad industrial o comercial a través de un establecimiento permanente aquí situado o presta unos trabajos independientes por medio de una base fija aquí situada con los que la participación que genera los dividendos este vinculada efectivamente. En este caso se aplicaran las disposiciones del Artículo 7 o del Artículo 14, según corresponda.
- 5.- Cuando una sociedad domiciliada o residente de un Estado Contratante obtenga beneficios o rentas procedentes del otro Estado Contratante, este otro Estado no puede exigir ningún impuesto sobre los dividendos pagados por la sociedad, salvo en la medida en que estos dividendos sean pagados a un domiciliado o residente de este otro Estado o la participación que generen los dividendos este vinculada efectivamente a un establecimiento permanente o a una base fija situada en este otro Estado, ni someter los beneficios no distribuidos de la sociedad a un impuesto sobre los mismos, aunque los dividendos pagados o los beneficios no distribuidos consistan, total o parcialmente, en beneficios o rentas procedentes de este otro Estado.
- 6.- No obstante las disposiciones del numeral 5, cuando una sociedad que es domiciliada o residente de un Estado ejerce en el otro Estado una actividad industrial o comercial por medio de un establecimiento permanente allí ubicado, los beneficios de dicho establecimiento permanente pueden, luego de haber soportado el impuesto sobre las sociedades, estar sujetas, con arreglo a la Legislación de este otro Estado, a un impuesto cuya tasa no puede exceder del 15 por ciento.

ARTICULO DECIMO PRIMERO**INTERESES**

- 1.- Los intereses provenientes de un Estado Contratante y pagados a una persona domiciliada en otro Estado Contratante son imponibles en ese otro Estado.
- 2.- Sin embargo, dichos intereses son tambien imponibles en el Estado Contratante de donde provienen y con arreglo a la legislación de dicho Estado, pero si la persona que recibe los intereses es el beneficiario efectivo de los mismos, el impuesto así establecido no puede exceder:
 - a) 10% del monto bruto de tales intereses si los mismos se pagan en virtud de creditos originados en la venta de equipos industriales, comerciales o científicos, o se originan en cualquier clase de préstamos concedidos por un banco, como así también los correspondientes a la financiación de obras públicas;
 - b) 15% del monto bruto de tales intereses en los demás casos.
- 3.- No obstante las disposiciones del numeral 2, los intereses provenientes de uno de los Estados Contratantes estarán exentos en dicho Estado si:
 - a) el deudor de los intereses es el Gobierno de este Estado Contratante, o una de sus entidades locales; o
 - b) los intereses son pagados al Gobierno del otro Estado Contratante o a una de sus entidades locales o a una institución u organismo (inclusive a las instituciones financieras) pertenecientes en su totalidad a ese Estado Contratante o a una de sus colectividades locales, o
 - c) el préstamo correspondiente fue contraído en el marco de la cooperación intergubernamental para financiar un programa de desarrollo económico y social, previa autoriza-

ción del Gobierno del Estado donde el prestatario esta domiciliado o residente.

- 4.- El término "intereses" empleado en este artículo, se refiere a las rentas generadas por créditos de cualquier naturaleza, provistos o no de garantías hipotecarias o de una cláusula de participación en las utilidades del deudor, y especialmente a las rentas de los fondos públicos y de las obligaciones de empréstitos, inclusive las primas y lotes vinculados con estos títulos. Las multas por pago atrasado no se consideran como intereses en el sentido del presente artículo.
- 5.- Las disposiciones de los numerales 1, 2 y 3 no se aplican cuando el beneficiario efectivo de los intereses, domiciliado o residente de un Estado Contratante, ejerce en el otro Estado Contratante de donde provienen los intereses, sea una actividad industrial o comercial a través de un establecimiento permanente allí ubicado, o bien una profesión independiente por medio de una base fija allí ubicada y el crédito generador de los intereses se relaciona efectivamente con ese otro Estado. En este caso, las disposiciones del artículo 7 o del artículo 14, según corresponda, son aplicables.
- 6.- Se considera que los intereses provienen de un Estado Contratante cuando el deudor es el propio Estado, una de sus subdivisiones políticas o administrativas, una entidad local o un domiciliado o residente de ese Estado. Sin embargo, cuando el deudor de los intereses, tenga o no domicilio o residencia en un Estado Contratante y tenga en un Estado Contratante un establecimiento permanente, o una base fija, en relación con la cual haya contraído la deuda que de lugar al pago de intereses y que soportase la carga de dichos intereses, se considera que estos provienen del Estado Contratante en donde está ubicado el establecimiento permanente, o la base fija.
- 7.- Cuando, por motivos de relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo de los intereses o que el uno y el otro mantienen con terceros, el monto de los intereses, tomando en cuenta el crédito por el cual se los paga, es superior a aquél que hubiera acordado el deudor y el beneficiario efectivo en ausencia de relaciones semejantes, las dis-

posiciones del presente artículo sólo se aplican a este último monto. En este caso, la porción excedente de los pagos permanece imponible según la legislación de cada Estado Contratante y tomando en cuenta las demás disposiciones del presente Convenio.

ARTICULO DECIMO SEGUNDO

REGALIAS

- 1.- Las regalías provenientes de un Estado Contratante y pagadas a un domiciliado o residente del otro Estado Contratante son imponibles en ese otro Estado.
- 2.- Sin embargo, dichas regalías también están sujetas a imposición en el Estado Contratante de donde provienen y según la legislación de dicho Estado, pero si la persona que recibe las regalías es el beneficiario efectivo de las mismas, el impuesto así establecido no puede exceder de 15 por ciento del monto bruto de las regalías.
- 3.- El término "regalías" empleado en el presente artículo se refiere a las remuneraciones de cualquier naturaleza por el uso o la concesión del uso de un derecho de autor sobre una obra literaria, artística o científica, de filmes cinematográficos y cualquier otra grabación de sonidos o imágenes, de una patente, de una marca de fábrica y de comercio, de un diseño o de un modelo, de un plano, de una fórmula o de un método secreto así como por informaciones relacionadas con una experiencia adquirida en el campo industrial, comercial o científico.
- 4.- Las disposiciones de los numerales 1 y 2 no se aplican cuando el beneficiario efectivo de las regalías, domiciliado o residente de un Estado Contratante, ejerce en el otro Estado Contratante de donde provienen las regalías, ya sea una actividad industrial o comercial por medio de un establecimiento permanente allí ubicado, o una profesión independiente a través de una base fija allí ubicada, y si el derecho o el bien generador de las regalías se relaciona efectivamente con ese otro

Estado. En este caso, son aplicables las disposiciones del artículo 7 o del artículo 14, según corresponda.

- 5.- Se considera que las regalías provienen de un Estado Contratante cuando el deudor es este mismo Estado Contratante, una de sus subdivisiones políticas, una persona jurídica de derecho público o un domiciliado o residente de dicho Estado. Sin embargo, cuando el deudor de las regalías, que sea o no un domiciliado o residente de un Estado Contratante, tiene en un Estado Contratante un establecimiento permanente, o una base fija, del cual efectivamente depende el derecho o el bien generador de las regalías y corre con los gastos de dichas regalías, se considera que tales regalías provienen del Estado Contratante en donde está ubicado el establecimiento permanente, o la base fija.
- 6.- Cuando, debido a relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo o que uno y otro mantienen con terceros, el monto de las regalías, tomando en cuenta la prestación por la que han sido pagadas, excede de aquel que hubieran acordado el deudor y el beneficiario efectivo en ausencia de tales relaciones, las disposiciones del presente artículo se aplican únicamente a este último monto. En este caso la porción excedente de los pagos queda sujeta a imposición según la legislación de cada Estado Contratante y habida cuenta de las demás disposiciones del presente Convenio.

ARTICULO DECIMO TERCERO

GANANCIAS DE CAPITAL

- 1.- Las ganancias que un domiciliado o residente de un Estado Contratante obtiene de la enajenación de bienes inmuebles contemplados en el artículo 6 son imponibles en el Estado Contratante en el cual están ubicados los bienes inmuebles.
- 2.- Las ganancias provenientes de la enajenación de acciones o de participaciones en una sociedad o persona jurídica cuyo activo está principalmente constituido por inmuebles o por derechos relacionados con dichos bienes son imponibles en el Estado Contratante en el que están ubicados los bienes inmuebles.

cuando, según la legislación de dicho Estado Contratante, tales ganancias se someten al mismo régimen fiscal que las ganancias provenientes de la enajenación de bienes inmuebles. Para la aplicación de esta disposición, no se toman en consideración los inmuebles destinados por dicha sociedad o persona jurídica a su propia explotación industrial, comercial, agrícola o al ejercicio de una profesión no comercial.

- 3.- Las ganancias provenientes de la enajenación de bienes muebles que forman parte del activo de un establecimiento permanente que una empresa de un Estado Contratante posee en el otro Estado Contratante, o de bienes muebles que pertenecen a una base fija de la que dispone un domiciliado o residente en un Estado Contratante en el otro Estado Contratante para el ejercicio de una profesión independiente, inclusive de aquellas ganancias provenientes de la enajenación de dicho establecimiento permanente (solo o con toda la empresa) o de dicha base fija, son imponibles en ese otro Estado Contratante.
- 4.- Las ganancias percibidas por una persona domiciliada o residente en un Estado Contratante de la enajenación de buques o aeronaves explotados en tráfico internacional o de bienes muebles destinados a la explotación de dichos buques o aeronaves, solo son imponibles en ese Estado Contratante.
- 5.- Las ganancias provenientes de la enajenación de cualesquier otros bienes que no sean los que se contemplan en los números 1, 2, 3 y 4 no son imponibles sino en el Estado Contratante del cual el tradente es domiciliado o residente.

ARTICULO DECIMO CUARTO

SERVICIOS PROFESIONALES INDEPENDIENTES

- 1.- Las rentas que un domiciliado o residente de un Estado Contratante obtiene de una profesión independiente o de otras actividades de carácter independiente solo son imponibles en dicho Estado Contratante, a menos que dicho domiciliado o residente disponga de modo habitual en el otro Estado Contratante de una base fija para el ejercicio de sus actividades, y si permanece en este Estado Contratante por un periodo o periodos que sumen

o excedan en total de 183 días durante el año fiscal. En tal caso las rentas son imponibles en el otro Estado Contratante pero únicamente en la medida en que sean imputables a dicha base fija.

- 2.- La expresión "servicios profesionales independientes" comprende especialmente las actividades independientes de carácter científico, literario, artístico, educativo o pedagógico, así como las actividades independientes de médicos, abogados, ingenieros, arquitectos, dentistas y contadores.

ARTICULO DECIMO QUINTO

SERVICIOS PERSONALES DEPENDIENTES

- 1.- Con la salvedad de las disposiciones de los artículos 16, 18, 19, 20 y 21, los salarios, sueldos y otras remuneraciones similares que un domiciliado o residente de un Estado Contratante recibe por concepto de un empleo remunerado solo son imponibles en ese Estado Contratante, a menos que se ejerza el empleo en el otro Estado Contratante. Si se ejerce el empleo en este último, las remuneraciones recibidas por este concepto son imponibles en ese otro Estado Contratante.
- 2.- No obstante las disposiciones del numeral 1, las remuneraciones que un domiciliado o residente de un Estado Contratante recibe por concepto de un empleo remunerado ejercido en el otro Estado solo son imponibles en el primer Estado si:
- a) El perceptor permanece en el otro Estado durante un periodo o periodos que no excedan de un total de 183 días en el transcurso del año fiscal considerado, y
 - b) Las remuneraciones son pagadas por un empleador o por cuenta de un empleador que no sea un domiciliado o residente del otro Estado, y
 - c) El costo de las remuneraciones no es sufragado por un establecimiento permanente o una base fija que el empleador tiene en el otro Estado Contratante.

- 3.- No obstante las disposiciones anteriores del presente artículo, las remuneraciones percibidas por un domiciliado o residente de un Estado Contratante, por concepto de un empleo remunerado ejercido a bordo de un buque, o de una aeronave, explotado en tráfico internacional no son imponibles sino únicamente en dicho Estado Contratante.

ARTICULO DECIMO SEXTO

HONORARIOS DE LOS MIEMBROS DE JUNTAS DIRECTIVAS

Los honorarios, dietas de asistencia y otras retribuciones similares que un domiciliado o residente de un Estado Contratante recibe en su calidad de miembro del Consejo de Administración o de Inspección de una sociedad que es domiciliado o residente del otro Estado Contratante son imponibles en este otro Estado Contratante.

ARTICULO DECIMO SEPTIMO

ARTISTAS Y DEPORTISTAS

- 1.- No obstante las disposiciones de los artículos 14 y 15, las rentas que un domiciliado o residente de un Estado Contratante obtiene de sus actividades personales ejercidas en el otro Estado Contratante en calidad de artista del espectáculo, tal como un artista de teatro, de cine, de la radio o la televisión, o como un músico, o en calidad de deportista, son imponibles en ese otro Estado Contratante.
- 2.- Cuando las rentas de actividades que un artista del espectáculo o un deportista ejerce personalmente y por este concepto son asignadas no al propio artista o deportista sino a alguna otra persona, tales rentas son imponibles, no obstante las disposiciones de los artículos 7, 14 y 15, en el Estado Contratante en el que tales artistas o deportistas actúan.
- 3.- Las disposiciones del numeral 1 no se aplicarán cuando la visita de los artistas o deportistas profesionales a un Estado Contratante sea financiada en gran parte por instituciones públicas del otro Estado Contratante o por una de sus subdivi-

siones políticas o administrativas o por una de sus entidades locales.

- 4.- No obstante las disposiciones del numeral 2, cuando las rentas de actividades que un artista del espectáculo o un deportista desarrolle personalmente y por tal concepto en un Estado Contratante son asignados no al propio artista o deportista sino a alguna otra persona, tales rentas solo son imponibles, no obstante las disposiciones de los artículos 7, 14 y 15, en el otro Estado Contratante cuando esa otra persona esta financiada en gran parte mediante fondos públicos de ese otro Estado Contratante, o de una de sus subdivisiones políticas o entidades locales.

ARTICULO DECIMO OCTAVO

PENSIONES

Con la salvedad de las disposiciones del numeral 2 del artículo 19, las pensiones y otras remuneraciones similares pagadas a un domiciliado o residente de un Estado Contratante por concepto de un empleo anterior, unicamente son imponibles en dicho Estado Contratante.

ARTICULO DECIMO NOVENO

FUNCIONES PUBLICAS

- 1.- La remuneración, excluidas las pensiones, pagada por el Gobierno de un Estado Contratante o por una entidad del Sector Público de ese Estado a una persona natural, por concepto de servicios prestados a dicho Estado o dicha entidad, esta sujeta a imposición unicamente en ese Estado.
- 2.- Las pensiones pagadas por el Gobierno de un Estado Contratante, o por una de sus entidades del Sector Público, ya sea directamente o mediante descuento de fondos que han constituido, a una persona natural, por concepto de servicios prestados a dicho Estado Contratante, o a una de sus entidades, solo son imponibles en dicho Estado.

- 3.- Las disposiciones de los artículos 15, 16 y 18 se aplican a las remuneraciones y pensiones pagadas por concepto de servicios prestados en el marco de una actividad industrial o comercial ejercida por un Estado Contratante o una de sus entidades del Sector Público.

ARTICULO VIGESIMO

ESTUDIANTES

- 1.- Las sumas que un estudiante o un pasante que sea o haya sido domiciliado o residente de un Estado Contratante inmediatamente antes de trasladarse al otro Estado Contratante con el único fin de proseguir allí sus estudios o su capacitación, recibe para cubrir sus gastos de mantenimiento, estudios o capacitación no están sujetas a imposición en dicho Estado, siempre y cuando provengan de fuentes ubicadas fuera de ese Estado Contratante.
- 2.- No obstante las disposiciones de los artículos 14 y 15, las remuneraciones que un estudiante o un pasante que sea o haya sido domiciliado o residente de un Estado Contratante inmediatamente antes de trasladarse al otro Estado Contratante y que permanece en aquel con el único fin de proseguir allí sus estudios o su capacitación, recibe por concepto de servicios prestados en el segundo Estado Contratante a condición que tales servicios se relacionen con sus estudios o su capacitación o que la remuneración de dichos servicios sea necesaria para completar los recursos de los que dispone para su sustento.

ARTICULO VIGESIMO PRIMERO

PROFESORES E INVESTIGADORES

- 1.- Cuando un profesor o un investigador domiciliado o residente en un Estado Contratante se traslade al otro Estado Contratante con la única finalidad de enseñar o dedicarse a investigaciones y por cuya actividad perciba remuneraciones, éstas no serán imponibles por un periodo que no exceda de dos años.

- 2.- Las disposiciones del numeral 1 no se aplican a las remuneraciones percibidas por concepto de trabajos de investigación emprendidos no en interés público, sino, principalmente, con miras a la realización de una ventaja particular que favorezca a una o varias personas determinadas.

ARTICULO VIGESIMO SEGUNDO

OTRAS RENTAS

- 1.- Sean cuales fueren sus orígenes, las rentas de un domiciliado o residente en un Estado Contratante, no mencionados en los artículos anteriores del presente Convenio, sólo están sujetas a imposición en dicho Estado Contratante.
- 2.- Las disposiciones del numeral 1 no se aplican a las rentas que no sean las rentas provenientes de bienes inmuebles tal como se las define en el numeral 2 del artículo 6 cuando el beneficiario de tales rentas, domiciliado o residente de un Estado Contratante realiza en el otro Estado Contratante, ya sea una actividad industrial o comercial por medio de un establecimiento permanente allí ubicado o preste servicios profesionales independientes a través de una base fija allí ubicada, y si el hecho generador de tales rentas está efectivamente vinculado con ese otro establecimiento permanente. En este caso, son aplicables las disposiciones de los artículos 7 o 14, según corresponda.

ARTICULO VIGESIMO TERCERO

ELIMINACION DE LA DOBLE IMPOSICION

Se evita la doble imposición de la siguiente manera:

- 1.- En lo que se refiere a Ecuador:

Cuando una persona domiciliada en el Ecuador percibiera renta que, conforme a las disposiciones de este Convenio, pueda ser gravada en ambos Estados Contratantes, Ecuador concederá como deducción del Impuesto a la Renta de dicha persona, una cantidad equivalente al Impuesto pagado en Francia. Sin embargo,

esta deducción no excederá de la parte del impuesto ecuatoriano sobre la Renta y sus adicionales, calculados antes de hacer la deducción que sea atribuible, según corresponda a la renta que es gravada en Francia.

2.- En lo que se refiere a Francia:

Cuando una persona residente de Francia percibiera renta que, conforme a las disposiciones de este Convenio, pueda ser gravada en ambos Estados Contratantes, Francia concederá como deducción del impuesto de dicha persona, una cantidad equivalente al impuesto pagado en Ecuador.

Sin embargo, esa deducción no excederá de la parte del impuesto francés calculado antes de hacer la deducción que sea atribuible según corresponda a la renta que pueda gravarse en Ecuador.

ARTICULO VIGESIMO CUARTO

NO DISCRIMINACION

- 1.- Los nacionales de un Estado Contratante no están sujetos en el otro Estado Contratante a imposición alguna ni a ninguna obligación que de ella se desprenda, que sea distinta o más onerosa que aquellas a las que están sujetos o podrían sujetarse los nacionales de ese otro Estado Contratante que se encuentren en la misma situación. La presente disposición se aplica asimismo, no obstante las disposiciones del artículo 1 a las personas que no sean domiciliadas o residentes en un Estado Contratante o de ambos Estados Contratantes.
- 2.- Los impuestos que graven un establecimiento permanente que una empresa de un Estado Contratante tenga en el otro Estado Contratante no podrán ser menos favorables en ese otro Estado que los aplicables a las empresas de ese otro Estado que realicen las mismas actividades. Esta disposición no se interpretará en el sentido de obligar a un Estado Contratante a conceder a las personas domiciliadas o residentes en el otro Estado Contratante ninguna de las exenciones, desgravaciones y rebajas que a efectos fiscales conceda a las personas domiciliadas o resi-

dentes en consideracion a su estado civil o por cargas de familia.

- 3.- A menos que las disposiciones del articulo 9, del numeral 7 del articulo 11 o del numeral 6 del articulo 12 sean aplicables, los intereses, regalías y demás pagos hechos por una empresa de un Estado Contratante a una persona domiciliada en residente en el otro Estado Contratante, son deducibles para la determinación de las utilidades imponibles de dicha empresa, en las mismas condiciones que si hubieran sido pagadas a una persona domiciliada o residente del primer Estado
- 4.- Las empresas de un Estado Contratante cuyo capital es en su totalidad o en parte, directa o indirectamente detentado o controlado por una o varias personas domiciliadas o residentes del otro Estado Contratante, no están sujetas en el primer Estado Contratante a ninguna imposición u obligación que de ella se desprenda que sea distinta o más onerosa que aquellas a las que están sujetas o podrían sujetarse las demás empresas similares del primer Estado
- 5.- Las disposiciones del presente articulo se aplican, no obstante las disposiciones del articulo 2, a los impuestos de cualquier naturaleza o denominación.

ARTICULO VIGESIMO QUINTO

PROCEDIMIENTO AMISTOSO

- 1.- Las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes procurarán resolver las dificultades o dudas provenientes de la interpretación o de la aplicación del Convenio mediante acuerdo amistoso
- 2.- Las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes determinarán de consumo las modalidades de aplicación del Convenio, y en particular las formalidades con las que deberán cumplir los domiciliados o residentes de un Estado Contratante para obtener, en el otro Estado Contratante, las reducciones o las exoneraciones tributarias previstas en el Convenio.

- 3.- Las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes o las Comisiones que ellas designaren podran ponerse directamente en contacto entre si, para llegar a acuerdos de conformidad con los otros numerales de este articulo. Las autoridades competentes por medio de consultas elaboraran las condiciones, metodos y tecnicas apropiados para la aplicacion del procedimiento de acuerdo mutuo.
- 4.- Si una reclamacion de un domiciliado o residente de uno de los Estados Contratantes, o de un nacional si se trata del articulo 24, se considera fundamentada por la Autoridad Competente, esta procurara resolver el caso, con el concurso de la otra Autoridad Competente, mediante procedimientos amistosos con el fin de evitar una imposicion que no este de acuerdo con las disposiciones del presente Convenio.

ARTICULO VIGESIMO SEXTO

INTERCAMBIO DE INFORMACION

- 1 - Las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes intercambiaran las informaciones necesarias para dar cumplimiento a las disposiciones del presente Convenio, o a aquellas de la legislacion interna de los Estados Contratantes relativa a los impuestos contemplados en el Convenio en la medida en que la imposicion por ella contemplada no sea contraria al Convenio. El intercambio de informacion no se ve limitado por el articulo primero. Las informaciones recibidas por un Estado Contratante son consideradas secretas de igual manera que las informaciones obtenidas en cumplimiento con la legislacion interna de dicho Estado y no se comunicaran sino exclusivamente a las personas o autoridades (inclusive los tribunales y organos administrativos) responsables del establecimiento o del cobro de los impuestos a los que el Convenio se refiere, de los procedimientos o diligencias relacionados con dichos impuestos, o de las decisiones sobre los recursos relativos a dichos impuestos. Tales personas o autoridades solo utilizaran dichas informaciones para esos fines. Pueden valerse de dichas informaciones en el transcurso de audiencias publicas de tribunales o en fallos.

3 - Las disposiciones del numeral 1 no pueden en ningún caso ser interpretadas como si impusieran a un Estado la obligación:

- a) de tomar medidas administrativas que vayan contra su legislación y su práctica administrativa y aquellas del otro Estado Contratante.
- b) de suministrar datos que no pudieran ser conseguidos sobre la base de su legislación o en el marco de su práctica administrativa normal o de aquellas del otro Estado Contratante.
- c) de suministrar datos que revelaran un secreto comercial, industrial, profesional o un procedimiento comercial o datos cuya comunicación fuera contraria al orden público.

ARTICULO VIGESIMO SEPTIMO

FUNCIONARIOS DIPLOMATICOS Y CONSULARES

Las disposiciones del presente Convenio no afectaran a los privilegios fiscales de que gozan los miembros de los servicios diplomaticos y consulares, en virtud ya sea de las normas generales del derecho internacional o de disposiciones de convenios especiales.

ARTICULO VIGESIMO OCTAVO

ENTRADA EN VIGOR

- 1.- El presente Convenio sera aprobado y los instrumentos de aprobación seran intercambiados tan pronto como sea posible.
- 2.- Una vez intercambiados los instrumentos de aprobación, este Convenio entrara en vigor en ambos Estados Contratantes y sus disposiciones tendran efecto sobre las rentas percibidas a partir del primer dia del mes de enero siguiente.

ARTICULO VIGESIMO NOVENO**DENUNCIA**

- 1.- El presente Convenio permanecera en vigor indefinidamente.
- 2.- Sin embargo cada uno de los Estados Contratantes podrá denunciarlo, previa notificación escrita por via diplomática al otro Estado Contratante. En tal caso, el Convenio cesará en sus efectos sobre las rentas percibidas a partir del primer día del mes de enero siguiente a la notificación de la denuncia.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados para ello, suscriben el presente Convenio.

CELEBRADO en Quito, el 16 de marzo de 1989 en doble ejemplar, en idioma castellano y francés, siendo ambos textos igualmente validos.

Por el Gobierno
de la República del Ecuador:

[Signed — Signé]

DIEGO CORDOVEZ
Ministro de Relaciones Exteriores

Por el Gobierno
de la República de Francia:

[Signed — Signé]

JEAN MICHEL DASQUE
Embajador

PROTOCOLO

Al momento de suscribir el Convenio entre el Gobierno de la República del Ecuador y el Gobierno de la República de Francia para evitar la doble imposición y para prevenir la evasión fiscal en materia de impuestos sobre la renta, los suscritos convienen tener como parte integrante del Convenio, las siguientes disposiciones:

- 1.- En lo que se refiere al artículo 6, cuando la propiedad de acciones, partes u otros derechos de una sociedad u otra persona jurídica da al propietario el gozo de bienes inmobiliarios situados en Francia y detentados por dicha sociedad u otra persona jurídica, las rentas que el propietario obtiene de la utilización directa; del arriendo o del uso, cualquiera sea su forma, son imponibles en Francia.

- 2.- a) En lo que se refiere a los numerales 1 y 2 del artículo 7, cuando una empresa de un Estado Contratante vende mercaderías o ejerce una actividad económica en el otro Estado Contratante a través de un establecimiento permanente ahí ubicado, los ingresos gravables no se calculan sobre el monto total recibido por la empresa en el ejercicio de su actividad, sino sobre el monto de la renta neta.

- b) En los casos de contratos de estudios o suministros de materiales u otros bienes; o instalación o construcción de equipos o establecimientos industriales, comerciales o científicos, u otras obras públicas, por parte del establecimiento permanente, que una empresa domiciliada o residente de un Estado Contratante tiene en el otro Estado Contratante, el ingreso gravable de este establecimiento no se calculará en base del precio total de tales contratos, sino únicamente en base de los respectivos precios que correspondan a las actividades específicas realizadas por este establecimiento.

- c) En lo que concierne a los ingresos percibidos por el uso de equipos industriales, comerciales o científicos dados en arrendamiento, seran gravados de conformidad con las reglas generales que se aplican a los beneficios de las empresas.
- 3.- En lo que se refiere al numeral 1 del articulo 8: La expresion "reciprocidad internacional" se entendera globalmente para el trafico maritimo y aereo considerados conjuntamente.
- 4.- En lo que se refiere al articulo 10, una persona domiciliada en Ecuador, recibe dividendos pagados por una sociedad que es residente en Francia, obtendra el reembolso del impuesto pagado anticipadamente (précompte) cuando este ha sido efectivamente pagado por la sociedad en razon de dichos dividendos.
- 5.- En lo que se refiere al numeral 3 del articulo 12, las remuneraciones pagadas a profesionales independientes por servicios técnicos, o por analisis o estudios de caracter científico, geológico o técnico, o por trabajos de ingeniería, incluyendo los planos correspondientes o por servicios de asesoramiento o inspección no son considerados como regalías pagadas por concepto de informaciones relacionadas con una experiencia adquirida en el campo industrial, comercial o científico.
- 6.- No obstante las disposiciones del numeral 5 del articulo 13, las ganancias provenientes de la enajenación de acciones o de intereses que forman parte de una participacion substancial en el capital de una sociedad que es un residente de Francia estan sujetas a imposicion en Francia, segun las disposiciones del articulo 160 del Código General Tributario Francés. Se considera que existe una participacion substancial cuando un cedente, solo o con personas emparentadas en el sentido del mencionado articulo, dispone directa o indirectamente de acciones o de intereses que en conjunto daran derecho al 25% o mas de las utilidades de la sociedad.

- 7.- En lo concerniente al artículo 24:
- a) A pesar de lo dispuesto en el numeral 1 de este artículo, Francia seguirá otorgando la exoneración del impuesto a la plusvalía por la venta de una residencia por una persona domiciliada en Ecuador, solamente cuando dicha persona tenga la nacionalidad francesa, conforme lo prescribe el artículo 150 c) del Código General Tributario Francés.
 - b) Sin embargo de lo dispuesto en el numeral 3, Francia se reserva el derecho de dar cumplimiento a lo dispuesto en el artículo 212 del Código General Tributario Francés, en lo que se refiere a los intereses pagados por una sociedad francesa a una sociedad matriz extranjera.
- 8.- Las reglas del artículo 25 no obligarán a un Estado Contratante a reintegrar, total o parcialmente, directamente o por vía de compensación, un impuesto para el cual el plazo de reclamación hubiere prescrito.
- 9.- En lo que se relaciona con el artículo 29 queda entendido que las disposiciones del Convenio referentes a la eliminación de la doble imposición, al procedimiento amistoso y a la asistencia administrativa seguirán aplicándose, durante el año calendario siguiente a aquel en el que se produjo la denuncia del Convenio.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados para ello, suscriben este Procotolo.

CELEBRADO en Quito, el 16 de marzo de 1989 en doble ejemplar, en idioma castellano y francés, siendo ambos textos igualmente validos.

Por el Gobierno
de la República del Ecuador:
[Signed — Signé]
DIEGO CORDOVEZ
Ministro de Relaciones Exteriores

Por el Gobierno
de la República de Francia:
[Signed — Signé]
JEAN MICHEL DASQUE
Embajador

Explicativa

Antes de la puesta en vigencia del presente Convenio y para la aplicación de los beneficios derivados de la “reciprocidad internacional” las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes declararán existir una relación equitativamente global, requisito en base al cual entrara en vigor en numeral 1 del artículo 8.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
ECUADOR FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION
AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION WITH RESPECT
TO TAXES ON INCOME

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Ecuador,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income,

Have agreed as follows:

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons resident in France or domiciled in Ecuador.

Article 2. TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income payable to the Contracting States or their political or administrative subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income all taxes imposed on total income or on elements thereof, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall specifically apply are:

(a) In France:

- (i) The income tax payable by individuals as well as by bodies corporate subject thereto;
- (ii) The corporation tax, including any withholding tax, prepayment (*précompte*) or advance payment with respect to the aforesaid taxes;

(b) In Ecuador: The income tax, including the additional taxes established by the Income Tax Law (*Ley de Impuesto a la Renta*).

4. This Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of its signature in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall regularly notify each other of changes which have been made in their respective taxation laws.

¹ Came into force on 25 March 1992 by the exchange of the instruments of approval, which took place at Paris, in accordance with article 28 (2).

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires, it is understood that:

(a) The terms “a Contracting State” and “the other Contracting State” mean France or Ecuador, as the context requires;

(b) The term “person” means an individual, a body corporate or any body of persons;

(c) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(d) The terms “enterprise of a Contracting State” and “enterprise of the other Contracting State” mean respectively an enterprise carried on by a person domiciled in a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State, or vice versa;

(e) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(f) The term “national” means any individual possessing the nationality of a Contracting State;

(g) The term “competent authority” means:

- (i) In the case of the French Republic, the Minister in charge of the Budget or his authorized representative;
- (ii) In the case of Ecuador, the Ministry of Finance and Public Credit.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that Contracting State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. DOMICILE OR RESIDENCE

1. For the purposes of this Convention, the term “person domiciled or resident in a Contracting State” means any person who, under the laws of that Contracting State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. This term does not, however, include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that Contracting State.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is domiciled and resident in both Contracting States, then his status shall be determined in accordance with the following rules:

(a) He shall be deemed to be domiciled or resident in the Contracting State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be domiciled or resident in the Contracting State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he does not have a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be domiciled or resident in the Contracting State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be domiciled or resident in the Contracting State of which he is a national;

(d) If he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is domiciled and resident in both Contracting States, then it shall be deemed to be domiciled or resident in the Contracting State in which its place of effective management is situated.

Article 5. PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop;

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and

(g) A building site or construction, assembly or installation project, but only if it exists for more than 12 months.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for the simultaneous exercise of the activities mentioned in the preceding subparagraphs, provided that the overall activity of the fixed place of business is of a preparatory or auxiliary character.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that Contracting State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 3 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

5. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company which is domiciled or resident in a Contracting State controls or is controlled by a company which is domiciled or resident in the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a person domiciled or resident in a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.

2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that Contracting State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the

other Contracting State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the Contracting State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. In so far as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include income which is dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8. SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated, subject to international reciprocity.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State in which the operator of the ship is domiciled or resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a group, a joint business or an international operating agency.

4. Profits from the operation or use of containers owned by a person domiciled or resident in a Contracting State in connection with the international transportation of goods and merchandise shall be taxable only in the Contracting State in which that person is domiciled or resident.

Article 9. ASSOCIATED ENTERPRISES

Where

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued shall be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

Article 10. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is domiciled or resident in a Contracting State to a person domiciled or resident in the other Contracting State may be taxed in that other State according to its laws.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State in which the company paying the dividends is domiciled or resident and according to the laws of that Contracting State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term “dividends” as used in this article means income from shares, “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other holdings which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the tax laws of the State in which the company making the distribution is domiciled or resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being domiciled or resident in a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the company paying the dividends is domiciled or resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Where a company which is domiciled or resident in a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except in so far as such dividends are paid to a person domiciled or resident in that other State or in so far as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor impose any tax on the undistributed profits, even if the dividends paid or the undis-

tributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

6. Notwithstanding the provisions of paragraph 5, where a company domiciled or resident in a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment may, after being subjected to the corporation tax, be subjected in accordance with the laws of that other Contracting State to a tax at a rate not exceeding 15 per cent.

Article 11. INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a person domiciled or resident in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed:

(a) 10 per cent of the gross amount of the interest, if such interest arises from the financing of sales of industrial, commercial or scientific equipment, or from a loan of any nature granted by a bank, or from the financing of public works;

(b) 15 per cent of the gross amount of the interest in all other cases.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting State shall be exempt in that State if:

(a) The payer of the interest is the Government of that Contracting State or one of its local authorities; or

(b) The interest is paid to the Government of that Contracting State or one of its local authorities, or to an institution or body (including financial institutions) belonging in its entirety to that Contracting State or one of its local authorities; or

(c) The loan in question was contracted in connection with intergovernmental cooperation to finance a programme of economic and social development, with the prior approval of the Government of the State in which the borrower is domiciled or resident.

4. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and, in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purposes of this article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being domiciled or resident in a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a political or administrative subdivision, a local authority or a person domiciled or resident in that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is domiciled or resident in a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a person domiciled or resident in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that Contracting State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work, cinematograph films and all other sound or visual recordings, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being domiciled or resident in a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that Contracting State itself, a political subdivision thereof, a public body or a person domiciled or resident in that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is domiciled or resident in a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base with which the right or the property giving rise to the royalties is effectively connected, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a person domiciled or resident in a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the Contracting State in which the immovable property is situated.

2. Gains from the alienation of shares in a company or body corporate the aspects of which consist principally of immovable property or rights therein may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated when, according to the laws of that Contracting State, such gains are subject to the same taxation treatment as gains from the alienation of immovable property. In the application of this provision, immovable property used by that company or body corporate for its own industrial, commercial or agricultural activity or for the purpose of non-commercial personal services shall be excluded from consideration.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a person domiciled or resident in a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other Contracting State.

4. Gains derived by a person domiciled or resident in a Contracting State from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that Contracting State.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the Contracting State in which the alienator is domiciled or resident.

Article 14. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a person domiciled or resident in a Contracting State in respect of independent personal services or other activities of an independent character shall be taxable only in that Contracting State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities and remains there for a period or periods amounting to or exceeding in the aggregate 183 days in the course of the fiscal year. In such case, the income may be taxed in the other Contracting State, but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term “independent personal services” includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19, 20 and 21, salaries, wages and other similar remuneration derived by a person domiciled or resident in a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that Contracting State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other Contracting State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a person domiciled or resident in a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned Contracting State if:

(a) The recipient is present in the other Contracting State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not domiciled or resident in the other Contracting State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other Contracting State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived by a person domiciled or resident in a Contracting State in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed only in that Contracting State.

Article 16. COMPANY DIRECTORS

Directors' fees and other similar payments derived by a person domiciled or resident in a Contracting State in his capacity as a member of the Board of Directors of a company which is domiciled or resident in the other Contracting State may be taxed in that other Contracting State.

Article 17. ARTISTES AND ATHLETES

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a person domiciled or resident in a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other Contracting State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply when the visit of professional entertainers or athletes to a Contracting State is financed to a significant extent by

public institutions of the other Contracting State or one of its political or administrative subdivisions or one of its local authorities.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income from activities personally exercised in a Contracting State by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed only in the other Contracting State where that other person is financed to a significant extent by public funds of that other Contracting State or one of its political or administrative subdivisions or local authorities.

Article 18. PENSIONS

Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a person domiciled or resident in a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that Contracting State.

Article 19. GOVERNMENT SERVICES

1. Remuneration, other than a pension, paid by the Government of a Contracting State or a public sector entity of that State to an individual in respect of services rendered to that State or entity shall be taxable only in that State.

2. Any pension paid by, or out of funds created by, the Government of a Contracting State or a public sector entity of that State to an individual in respect of services rendered to that Contracting State or entity shall be taxable only in that State.

3. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by the Government of a Contracting State or a public sector entity of that State.

Article 20. STUDENTS

1. Payments which a student or business apprentice who is or was domiciled or resident in a Contracting State immediately before visiting the other Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that latter Contracting State, provided that such payments arise from sources outside that Contracting State.

2. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, remuneration which a student or business apprentice who is or was domiciled or resident in a Contracting State immediately before visiting the other Contracting State and who is present in that State solely for the purpose of his education or training receives for services rendered in that second Contracting State shall not be taxed in that second Contracting State, provided that such services are related to his education or training or that the remuneration for such services is necessary to supplement the resources available to him for his maintenance.

Article 21. TEACHERS AND RESEARCHERS

1. When a teacher or researcher domiciled or resident in a Contracting State visits the other Contracting State solely for the purpose of teaching or engaging in

research and receives remuneration for such activities, the remuneration shall not be taxed for a period not exceeding two years.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration received for research work undertaken not in the public interest but primarily for the private benefit of a specific person or persons.

Article 22. OTHER INCOME

1. Income derived by a person domiciled or resident in a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that Contracting State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being domiciled or resident in a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

Article 23. ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

Double taxation shall be avoided in the following manner:

1. In the case of France:

When a person resident in France derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in both Contracting States, France shall allow to that person, as a credit against the tax payable by him, an amount equal to the tax paid in Ecuador. Such credit may not, however, exceed that part of French tax, as computed before the credit is granted, which is attributable to the income taxed in Ecuador.

2. In the case of Ecuador:

When a person domiciled in Ecuador derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in both Contracting States, Ecuador shall allow to that person, as a credit against the income tax payable by him, an amount equal to the tax paid in France. Such credit may not, however, exceed that part of Ecuadorian income tax and additional taxes as computed before the credit is granted, which is attributable to the income taxed in France.

Article 24. NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other Contracting State in the same circumstances are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to persons domiciled or resident in the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own domiciled persons or residents.

3. Except where the provisions of article 9, paragraph 7 of article 11 or paragraph 6 of article 12 apply, interest, royalties and other charges paid by an enterprise of a Contracting State to a person domiciled or resident in the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a person domiciled or resident in the first-mentioned State.

4. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more persons domiciled or resident in the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned Contracting State are or may be subjected.

5. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or uncertainties arising as to the interpretation or application of the Convention.

2. The competent authorities of the Contracting State shall determine by mutual agreement the procedures for the application of the Convention, and particularly the formalities with which persons domiciled or resident in a Contracting State must comply in order to obtain in the other Contracting State the tax reliefs or exemptions provided for by the Convention.

3. The competent authorities of the Contracting States, or the commissions which they appoint, may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in accordance with the other paragraphs of this article; in the course of consultation, the competent authorities shall determine the appropriate conditions, methods and techniques for the implementation of the mutual agreement procedure.

4. Where the claim of a person domiciled or resident in one of the Contracting States, or a national thereof in the case of article 24, is deemed justified by the competent authority, that authority shall attempt to resolve the case with the assistance of the other competent authority, by means of the mutual agreement procedure, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the provisions of this Convention.

Article 26. EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, in so far as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that Contracting State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 27. DIPLOMATIC AGENTS AND CONSULAR OFFICERS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 28. ENTRY INTO FORCE

1. This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

2. Once the instruments of ratification have been exchanged, this Convention shall enter into force in both Contracting States and its provisions shall apply to income received as from the first day of the following January.

Article 29. TERMINATION

1. This Convention shall remain in force indefinitely.

2. However, either Contracting State may terminate the Convention, through the diplomatic channel, by giving written notice thereof in advance to the other Contracting State. In such an event, the Convention shall cease to have effect on income received as from the first day of January following notification of termination.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Quito on 16 March 1989, in duplicate, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
[JEAN MICHEL DASQUE]
Ambassador

For the Government
of the Republic of Ecuador:
[DIEGO CORDOVEZ]
Minister for Foreign Affairs

PROTOCOL

At the time of signature of the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Ecuador for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income, the undersigned have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. In respect of article 6, where the ownership of shares or other rights in a company or other body corporate gives the owner the right to use immovable property situated in France which is held by that company or other body corporate, the income derived by the owner from the direct use, letting or use in any other form of such property shall be taxable in France.

2. (a) In respect of paragraphs 1 and 2 of article 7, when an enterprise of a Contracting State sells merchandise or carries on an activity in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the taxable profits shall be calculated not on the basis of the total amount received by the enterprise in carrying out its activities but on the amount of the net profits.

(b) In the case of contracts for the survey, supply of materials or other goods, installation or construction of industrial, commercial or scientific equipment or establishments, or public works by the permanent establishment which an enterprise domiciled or resident in a Contracting State has in the other Contracting State, the taxable profits of that establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract but only on the basis of the amount corresponding to the work carried out by the establishment.

(c) In respect of income received for the rental of industrial, commercial or scientific equipment, such income shall be taxed in accordance with the general rules applicable to the profits of enterprises.

3. In respect of paragraph 1 of article 8, the term "international reciprocity" shall be understood to cover both shipping and air transport.

4. In respect of article 10, a person domiciled in Ecuador who receives dividends from a company resident in France shall be entitled to a refund of the prepayment (*précompte*) if such prepayment has effectively been paid by the company in respect of those dividends.

5. In respect of paragraph 3 of article 12, payments made to members of the liberal professions for technical services, or for analyses or studies of a scientific, geological or technical nature, or for engineering projects, including plans pertaining thereto, or for consultation or inspection services, shall not be deemed royalties paid for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

6. Notwithstanding the provisions of paragraph 5 of article 13, gains from the alienation of shares forming part of a substantial participation in the capital of a company which is a resident of France shall be taxable in France according to the provisions of article 160 of the French general tax code (*Code Général des Impôts*). A substantial participation shall be deemed to exist when the alienator, alone or together with related persons in the sense of that same article, holds directly or indirectly shares which together carry the right to 25 per cent or more of the profits of the company.

7. In respect of article 24:

(a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of that article, France shall continue to grant an exemption from the tax on capital gains in respect of any gains

derived from the alienation of a dwelling by a person domiciled in Ecuador only when that person is a French national, in accordance with the provisions of article 150 C of the French general tax code (*Code Général des Impôts*).

(b) Without prejudice to the provisions of paragraph 3, France reserves the right to apply the provisions of article 212 of the French general tax code (*Code Général des Impôts*) with respect to interest paid by a French company to a foreign parent company.

8. The rules set forth in article 25 shall not prevent a Contracting State from refunding, totally or partially, directly or by imputation, a tax in respect of which the time-limit for a claim has expired.

9. In respect of article 29, it is understood that the provisions of the Convention pertaining to the elimination of double taxation, the mutual agreement procedure and administrative assistance shall continue to apply during the calendar year following termination.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Protocol.

DONE at Quito on 16 March 1989, in duplicate, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
[JEAN MICHEL DASQUE]
Ambassador

For the Government
of the Republic of Ecuador:
[DIEGO CORDOVEZ]
Minister for Foreign Affairs

[TRANSLATION — TRADUCTION]

*Explanatory note*¹

Prior to the entry into force on this Agreement and for the attribution of the profits derived from “international reciprocity”, the competent authorities of the Contracting States shall declare that there exists a globally equitable relationship, which is a requirement in order for paragraph 1 of article 8 to enter into force.

¹ This explanatory note exists only in the authentic Spanish text.

